

AMARA BENYOUNÈS INSCRIT SON PARTI POUR LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES DE 2017

«Le MPA doit retrouver la place qui est la sienne»

Le Mouvement populaire algérien (MPA) plaide pour un «consensus national (Pouvoir et opposition) pour faire face à une éventuelle grave crise à laquelle l'Algérie fera face, si la Libye venait à tomber et sombrer dans le chaos». C'est son secrétaire général, M. Amara Benyounès qui l'a déclaré hier lors de son intervention devant les membres du Conseil national de son parti qui s'est tenu hier à Zéralda.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le MPA s'inscrit d'ores et déjà dans la perspective des prochaines échéances électorales, soit celles de mai et novembre 2017.

Lors de son intervention devant les membres du conseil national de son parti, son secrétaire général l'a ouver-

tement affiché en déclarant notamment que «notre parti doit retrouver sa place en tant que troisième force politique ou plus».

Selon des sources proches du parti, le MPA qui organisera son troisième congrès national à la fin de l'année en cours, compte mettre les bouchées

doubles pour «bien préparer les législatives et les municipales de 2017».

Hier, son secrétaire général s'est exprimé sur plusieurs questions de l'heure, en positionnant son parti au devant de l'actualité nationale. Ainsi, Amara Benyounès a évoqué la question de la révision de la Constitution en déclarant que le «Président de la République a respecté ses engagements», tout en s'adressant à l'opposition pour lui signifier «qu'il faut cesser de douter des institutions de la République», et en déclarant «qu'il n'y aura ni transition et ni élections présidentielles anticipées».

En somme, Amara Benyounès avait plaidé l'idée du «respect du calendrier électoral». La question éco-

nomique, par ailleurs largement évoquée par le secrétaire général, qui a soutenu l'idée de «réponses économiques claires à la situation économique que traverse notre pays». «Les solutions ne sont ni politiques et ni démagogiques. Il faut des réponses économiques», a-t-il martelé.

Pour l'ancien ministre du Commerce, «les réponses doivent être urgentes, profondes et structurantes», d'où son appel lancé à l'adresse des pouvoirs publics en déclarant «qu'au MPA, nous exigeons des éclaircissements sur le foncier industriel. Il faut une réponse urgente et efficace pour mettre fin à cette situation».

En parfait connaisseur de la sphère

re commerciale, le secrétaire général du MPA a qualifié le phénomène du marché informel de «véritable cancer, dangereux et menaçant pour l'économie de notre pays».

Pour Amara Benyounès, «ce phénomène constitue un réel danger pour les équilibres économiques et sociaux et même politiques de notre pays».

Inscrivant son parti dans une perspective d'alternative à la majorité, le premier responsable du MPA conclut son intervention en déclarant que «notre soutien à M. le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika ne dépend pas de notre place au gouvernement», tout en précisant que le MPA doit retrouver la place qui est la sienne».

A. B.

AMAR GHOU L APPELLE AU RASSEMBLEMENT DE TOUTES LES FORCES DU PAYS :

«La sécurité du pays n'est pas seulement l'affaire de l'ANP»

Le président du parti TAJ, Amar Ghoul, a appelé hier au rassemblement de «toutes les forces politiques qu'elles soient de l'opposition ou du pouvoir», pour relever les défis sécuritaire et économique auxquels fait face le pays.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Lors d'un rassemblement tenu au siège de la Centrale syndicale UGTA, le président de TAJ affirme que son parti est «prêt» à servir d'intermédiaire entre les différents partis qui activent sur la scène nationale, ajoutant à l'adresse des hommes politiques qu'ils doivent mettre de côté leurs divergences car, selon lui, la priorité de faire face aux défis actuels doit être

placée «au-dessus des divergences». «Notre parti ne considère aucun parti ou un quelconque espace politique ou personnalité nationale comme un ennemi ou un rival. Tous ceux qui activent sur la scène politique nationale sont nos partenaires dans la lutte politique et avec qui nous sommes prêts à collaborer», a déclaré le président de TAJ, appelant à combattre toute approche exclusive quelle qu'elle soit.

Abordant le défi sécuritaire, Amar Ghoul salue «le professionnalisme de l'armée héritière de l'ALN, qui a déjoué plusieurs opérations criminelles» tout en soulignant toutefois que la stabilité et la sécurité du pays «ne sont pas seulement l'affaire de l'ANP, mais doivent concerner tous les citoyens».

Saluant la révision constitutionnelle, Amar Ghoul a précisé que cette révision permettrait

au peuple algérien de «se libérer». Amar Ghoul a souligné à propos de son parti qu'il «est une force tranquille qui veut du bien pour le pays». Il a annoncé également que son parti a achevé sa structuration à travers tout le territoire national y compris la capitale avec ses 57 communes. Des réunions rassemblant les cadres du parti ont eu lieu dans différentes communes pour préparer la rencontre d'hier à la Centrale syndicale UGTA.

A noter également qu'en marge du meeting du parti TAJ, des activités sportives et récréatives ont été organisées au niveau du hall du siège de la Centrale syndicale, des prestations exécutées par des enfants venus de différentes agglomérations de la capitale représentant les différents bureaux communaux du parti.

Y. D.

MOKRI RÉPOND À SES DÉTRACTEURS :

«Nous sommes des nationalistes par excellence»

Le président du parti, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Mokri répond aux critiques venues de ses frondeurs. «Notre parti est un mouvement nationaliste par excellence».

Cette déclaration prononcée plusieurs fois au cours de cette rencontre, claque comme un slogan de campagne prononcé, ce samedi, par le premier responsable du MSP. Abderrezak Mokri qui animait un meeting au centre de loisirs scientifiques de la ville de Guelma (CLS), a répondu aux critiques venues de ses détracteurs.

«Nous sommes fidèles aux

principes de novembre», insiste donc le président du MSP. «Est-ce que, face au terrorisme, on a cédé ? Est-ce qu'on n'a pas mis les intérêts du pays en avant durant la décennie noire ? Notre mouvement est là, il est toujours présent. Et ce n'est pas parce que nous déplorons certaines situations que des frondeurs nous traitent de qualifica-

tifs désagréables», assure-t-il. «Notre formation politique a contribué à l'arrêt de l'effusion de sang, elle a opté pour la stabilité du pays et cela en signe de fidélité au serment et aux valeurs du 1^{er} Novembre 1954», déclare-t-il devant l'assistance composée essentiellement de ses sympathisants.

Avant d'entamer son discours, Abderrezak Mokri a tenu à rendre hommage aux personnalités enfantées par la région de Guelma, entre autres Souidani Boudjemaâ, Boumediène, Abdelhamid Mehri... Il n'a pas

manqué de citer également les anciens responsables du mouvement El Islah et Hamas, victimes du terrorisme, Bouslimani, Bensaâdallah, Khanouf.... «on doit penser à ces martyrs de l'Algérie. Alors, il faut continuer à militer pour eux et pour nos enfants», souligne-t-il avec émotion.

Enfin, le président du MSP a plaidé pour la fierté nationale, l'épanouissement social et économique des Algériens, mais surtout pour la construction d'une économie indépendante des hydrocarbures.

Noureddine Guergour

MOUVEMENT EL ISLAH À PROPOS DE LA TRIPARTITE :

«Un non-événement»

Pour le secrétaire général du Mouvement El Islah, en l'absence des différents syndicats autonomes, la tripartite n'est aujourd'hui qu'une «uni-partite».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Annoncée par le Premier ministre à l'ouverture de la session printanière du parlement, il y a quelques jours, la tripartite prévue en juin prochain, est un «non évènement» pour le Mouvement El Islah.

Selon son secrétaire général, en l'absence des syndicats autonomes à cette réunion, il n'est plus question de tripartite mais juste d'«uni-partite».

Il estime que l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) n'est plus représentative des travailleurs, notamment dans certains sec-

teurs. Fillali Ghouini cite ainsi l'exemple du secteur de l'éducation nationale. «Que représente l'UGTA dans le secteur de l'éducation ?», s'interroge-t-il. Rien puisque, explique-t-il, ce secteur est dominé par une multitude de syndicats autonomes.

«Aujourd'hui, poursuit-il, l'UGTA est réduite à un syndicat de retraités et faire appel uniquement à ce syndicat pour prendre part à la tripartite et représenter les travailleurs est de la tyrannie». Pour lui, la tripartite ne doit plus être «monopolisée» par la centrale syndicale.

Intervenant hier, lors de la tenue de la session ordinaire du conseil consultatif de son parti, de la wilaya d'Alger, le Sg du Mouvement El Islah évoque l'organisation du congrès de l'opposition.

Il rappelle que la CNLTD (Coordination nationale pour les libertés et une transition démocratique) s'apprête à tenir son second

congrès la fin de ce mois de mars. Selon lui, les préparatifs sont en cours et ce, malgré les «nombreuses intimidations». Il souligne à cet effet l'«immense difficulté» de trouver une salle pour le congrès et ce face aux problèmes rencontrés, notamment avec les responsables des différentes salles de réunion dans la capitale.

«Parmi plusieurs salles de conférence à Alger, une seule a fait l'exception et nous a été accordée pour tenir le congrès de l'opposition. Seulement, du fait de son exigüité, nous avons été obligés de réduire le nombre de participants», dit-il.

Déterminé, Fillali Ghouini assure que malgré toutes ces entraves, «l'opposition restera là et continuera de s'imposer et imposer ses idées, ses convictions et ses solutions et tiendra son congrès».

Ry. N.

CARTES D'IDENTITÉ BIOMÉTRIQUES POUR LES CANDIDATS AU BAC

La finalisation du processus fixée au 30 avril

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales s'est fixé la date du 30 avril prochain pour finaliser le processus de délivrance des cartes nationales biométriques au profit des candidats au bac. L'opération a atteint un taux d'avancement de 88%, rassure-t-on. Les candidats recevront un SMS pour pouvoir récupérer leur carte au niveau des établissements scolaires.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La ministre de l'Education nationale et son homologue de l'Intérieur rassurent : l'opération de délivrance des cartes nationales biométriques pour les candidats au baccalauréat sera finalisée dans les délais. Noureddinne Bedoui s'est fixé un délai jusqu'au 30 avril prochain pour la finalisation du processus de délivrance.

Pour pouvoir faire face au flux de candidats, le ministère de l'Intérieur a dégagé deux sites de production pour une capacité de délivrance 125 000 cartes par semaine. Le site d'Alger, qui prend en charge 38 wilayas, va délivrer 658 700 cartes et celui de Laghouat qui prend en charge 10 wilayas, délivrera 160 000 cartes d'identité biométriques.

Nouria Benghebrit a souligné que les candidats au baccalauréat vont recevoir leurs nouvelles cartes d'identité au niveau des établissements scolaires. Les élèves seront informés via un message électronique sur leur téléphone mobile.

Noureddine Bedoui reconnaît que le seul problème qui se pose, c'est au niveau des candidats libres. Ces derniers, dit-il, vont également recevoir un SMS pour les sensibiliser et les informer des procédures. Actuellement, ils sont 50% à avoir déposé leur dossier.

L'opération est qualifiée de révolutionnaire par le ministre de l'Intérieur, en permettant la sécurisation du diplôme. Cibler les candidats au bac en premier par cette opération, dit-il, n'est pas anodin. C'est un message clair du gouvernement, souligne-t-il, à l'encontre des jeunes. «C'est pour leur dire que les jeunes sont au cœur de nos préoccupations», dit-il.

La ministre de l'Education nationale qui appelle les candidats à ne pas stresser par cette démarche, affirme que le secteur s'est engagé dans un processus de modernisation de l'administration et de gestion. «Il y a des effets inattendus de résistance de certains acteurs dont le changement des habitudes dérange, mais le plus important, c'est de rentrer très vite dans cette modernisation et aller vers la E-Gouvernance pour garantir la transparence et la sécurisation des diplômes».

Cet examen, dit-elle, reste pour les élèves et leurs parents un véritable passeport d'entrée dans un avenir qui leur apparaît essentiel. Pour rappel, le nombre de candidats à l'examen du bac pour la session 2016 est de 818 036 candidats dont 549 346 candidats scolarisés et 286 690 candidats libres.

S. A.